

sons en commun dont parle le député n'a pas encore été fermé mais il est sur le point de l'être. Après la fermeture, l'état financier exact du compte sera exposé à la Chambre en temps opportun.

**M. Burton:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur, au sujet des opérations de la Commission canadienne du blé. Étant donné que l'annonce du versement provisoire en ce qui a trait à l'orge remonte presque à deux mois, le ministre nous dirait-il aussi si tous les versements ont été faits aux cultivateurs? Je pose la question parce que j'ai appris que quelques versements ont été expédiés il y a à peine quelques jours.

**L'hon. M. Lang:** J'irai volontiers aux renseignements pour informer l'honorable député si tous les versements ont été expédiés.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

### LES IMPORTATIONS DE POMMES ET DE BŒUF

**M. R. E. McKinley (Huron):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture au nom des éleveurs de bovins et des pomiculteurs canadiens. En raison des grandes difficultés que causent les importations de pommes et de bœuf de la Nouvelle-Zélande, le gouvernement voudrait-il prendre immédiatement des mesures pour restreindre ces importations motivées?

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne les pommes, le comité interministériel a tenu plusieurs réunions avec les représentants des ministères de l'Agriculture, des Finances, du Revenu national, du Commerce et d'autres. Le député est au courant, j'en suis sûr, de l'offre que nous avons faite de nous occuper d'une partie de ce problème par l'intermédiaire de l'Office de stabilisation des prix agricoles. Quant au bœuf, je ne suis pas d'accord que ses importations aient nui au marché canadien, car le produit importé est d'une qualité dont la production canadienne ne peut suffire à la demande.

\* \* \*

## LES INONDATIONS

### QUÉBEC—DEMANDE D'AIDE DES FORCES ARMÉES CANADIENNES

[Français]

**M. Marcel Roy (Laval):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Défense nationale.

Étant donné qu'à cause des inondations causées par la crue des eaux de la rivière Outaouais, du lac des Deux-Montagnes, des embâcles des rivières des Prairies et des Mille-Îles, les résidents de Laval-Ouest, Sainte-Dorothée, Sainte-Rose et Fabreville sont dans un état d'urgence et doivent actuellement évacuer leur résidence, j'aimerais

[L'hon. M. Lang.]

demander au ministre de la Défense nationale s'il a reçu une demande des autorités du Québec pour obtenir l'aide des Forces armées Canadiennes?

[Traduction]

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, des représentants de l'Organisation des mesures d'urgence et des Forces armées canadiennes se sont entretenus avec les autorités québécoises au sujet de l'aide à la lutte contre les inondations dans les régions dont parle le député. Un certain nombre de militaires, et notamment des ingénieurs, participent à cette opération, et, à Saint-Hubert, un hélicoptère militaire se tient actuellement prêt à intervenir. Nous fournirons toute l'aide nécessaire à la demande des autorités civiles de la province.

\* \* \*

## LES MUSÉES NATIONAUX

### LE RAPPORT D'ENQUÊTE

**M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État, en sa qualité de ministre comptable à la Chambre des Musées nationaux. Il s'agit de l'enquête que le ministre dit avoir ordonnée sur l'administration des musées le 7 décembre 1970. Dirait-il à la Chambre si cette enquête est terminée?

[Français]

**L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État):** Monsieur le président, j'attendais que la question me soit posée de nouveau pour donner la réponse. L'enquête est terminée. J'ai reçu un rapport verbal. Rien d'anormal n'a été constaté, en dépit des allégations qui avaient été publiées dans certains journaux, et l'absence de toute anomalie est confirmée par le fait que l'auditeur général du Canada a depuis examiné l'administration et n'a rien trouvé d'anormal.

\* \* \*

## QUESTION POSÉE AU CABINET

[Traduction]

**M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics. J'aimerais lui demander si les adeptes du Nouveau parti démocratique qui ont établi un piquet de grève et ont manifesté en face de cet édifice aujourd'hui avaient obtenu l'autorisation de son ministère d'agir ainsi pour la raison évidente qu'ils ne sont pas bien représentés ici par leurs membres élus en qui ils n'ont pas confiance.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.